

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Première session ordinaire  
du Conseil d'administration**

**Rome, 11 - 14 février 2002**

## NOTES D'INFORMATION



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.1/2002/INF/8**  
24 janvier 2002  
ORIGINAL: FRANÇAIS

## RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS DE L'ÉVALUATION ET DES MESURES PRISES EN CONSÉQUENCE PAR LA DIRECTION—PROGRAMME DE PAYS— MAURITANIE (1998–2002)

Le présent document est à lire parallèlement au document intitulé "Rapport résumé de l'évaluation à mi-parcours du programme de pays—Mauritanie (1998–2002)" (WFP/EB.1/2002/5/1).

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

RECOMMANDATION (AVRIL 2001)	POUR ACTION PAR	RÉPONSE DE LA DIRECTION ET MESURES PRISES (DÉCEMBRE 2001)
<p>➤ Afin de faciliter la planification, l'exécution et le suivi des opérations et d'éviter la dispersion des efforts, il est recommandé de programmer les activités sur un territoire donné avant de passer à un autre terrain d'intervention. Afin de renforcer les synergies, une démarche intégrée devrait être adoptée pour le ciblage et la planification des activités de développement des régions rurales où devront s'effectuer plusieurs activités du programme de pays. Par ailleurs, une étude socio-économique spécifique est souhaitable afin d'apprécier la pérennité et l'appropriation des actifs à remettre en état ou à créer.</p>	Bureau de pays	<p>Le nouveau schéma de stratégie de pays (SSP) sera soumis à la première session ordinaire du Conseil d'administration de 2002. Il représente le cadre stratégique du prochain programme de pays 2003–2008. Dans ce nouveau programme de pays, huit zones d'intervention ont été retenues. Des efforts pour concentrer les sites des travaux dans chaque zone d'intervention seront développés en étroite coordination avec la contrepartie gouvernementale afin d'améliorer le suivi et l'évaluation des activités et de tenter d'en mesurer l'impact.</p>
<p>➤ Pour la préparation et la mise en œuvre du prochain programme de pays, il est recommandé de constituer un Comité interministériel de coordination et de pilotage du programme de pays sous la présidence du Ministère des affaires économiques et du développement, avec comme principaux participants: le bureau de pays, l'Observatoire de la sécurité alimentaire du Système mondial d'information et d'alerte rapide (SMIAR), le Ministère du développement rural et de l'environnement, le Secrétariat d'Etat à la condition féminine, le Ministère de l'éducation et le Ministère de la santé et des affaires sociales. La périodicité des réunions du comité devrait être guidée par une approche pragmatique dont les modalités seraient consignées dans le prochain programme de pays soumis au Conseil d'administration.</p>	Bureau de pays	<p>Un Comité interministériel de coordination et de pilotage sera mis en place pour le prochain programme de pays 2003–2008. Sa conformation, ainsi que ses modalités de fonctionnement, seront déterminées lors de la préparation du nouveau programme de pays au mois de mars 2002.</p>
<p>➤ Il est recommandé au PAM d'accroître le nombre de ses partenaires, notamment dans le secteur du développement rural. Les partenaires retenus devraient partager un même souci de complémentarité et de soutien mutuel, disposer de moyens humains et financiers complémentaires et d'une capacité de suivi et d'évaluation.</p>	Bureau de pays	<p>L'organisation non gouvernementale (ONG) ACCORD a déjà été incorporée dans le secteur du développement rural —volet microréalisations. Le bureau continuera ses efforts dans ce sens auprès d'autres ONG telles que la Fédération luthérienne mondiale (FLM) pour le volet microréalisations et la Croix-Rouge française pour l'activité groupes vulnérables, ainsi qu'auprès de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour une activité pilote d'établissement de jardins dans le cadre des cantines scolaires assistées par le PAM. Des contacts ont également été pris avec <i>World Vision</i> pour élargir son partenariat avec le PAM tant sur le plan géographique que sur le plan de la diversification des activités (développement et urgences).</p>



RECOMMANDATION (AVRIL 2001)	POUR ACTION PAR	RÉPONSE DE LA DIRECTION ET MESURES PRISES (DÉCEMBRE 2001)
<p>➤ Afin de réduire le temps d'attente entre l'approbation du programme de pays et sa mise en œuvre, il est recommandé que le travail de formulation des programmes à venir soit plus approfondi. Une bonne définition technique des activités à conduire devrait être élaborée au moment de la formulation du programme, de façon à faciliter la rédaction des documents futurs (résumés d'activités, plans d'opérations, etc.).</p>	<p>ODD Bureau de pays</p>	<p>Une mission de préparation du prochain programme de pays est prévue pour le mois de mars 2002. Cette mission aura pour tâche d'établir le document du programme de pays 2003–2008 ainsi que les documents de chaque activité, à savoir Développement rural et sécurité alimentaire, Appui au secteur de l'éducation de base et Assistance alimentaire aux groupes vulnérables à la malnutrition.</p>
<p>➤ Pour le prochain programme de pays, il est recommandé que le PAM se dote de ressources humaines suffisantes afin de poursuivre le renforcement de la surveillance logistique. Des volontaires des Nations Unies devraient être affectés dans les diverses régions pour assurer un meilleur suivi sur le terrain.</p>	<p>ODD Bureau de pays</p>	<p>Le bureau poursuit ses efforts auprès de la Division des finances et de celle des ressources humaines afin de financer quatre VNU, trois administrateurs auxiliaires et un administrateur national chargé de programmes.</p>
<p>➤ Il est recommandé que les activités intéressant principalement les femmes portent sur des domaines techniques, avec la mise en place de partenariats pour assurer les compétences indispensables. L'alphabétisation fonctionnelle doit être prioritaire pour permettre aux femmes de tirer profit de leur savoir dans des domaines où la possibilité de réaliser des revenus substantiels est assurée, comme la plantation d'arbres pour la production de gomme arabique, de bois de feu ou de construction et de fourrage pour le bétail.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>L'alphabétisation fonctionnelle, menée au sein des groupements féminins dans les différentes interventions du PAM, sera proposée dans le cadre du nouveau SSP. Les fonds nécessaires pour mener une mission d'évaluation de la problématique hommes-femmes dans les activités du PAM en Mauritanie ont été dégagés et la mission sera organisée au cours du premier trimestre de l'année 2002. Ses résultats seront pris en considération dans la préparation du programme de pays 2003–2008. Le personnel du PAM participera également à un séminaire régional sur la parité hommes-femmes qui aura lieu à Nouakchott en février 2002.</p>
<p>➤ Il est recommandé d'organiser des ateliers, auxquels participeraient le PAM et ses partenaires, afin d'étudier une nouvelle définition des activités. Ces ateliers devraient servir à la communication de la nouvelle orientation stratégique du PAM et à l'élaboration d'un cadre logique qui indiquerait notamment les modalités de sélection de partenaires présentant un avantage comparatif pour la réalisation des objectifs assignés.</p>	<p>ODD Bureau de pays</p>	<p>Le bureau souhaiterait l'appui du siège (financements et ressources humaines) pour financer un atelier sur la politique du PAM visant à favoriser le développement auprès de son homologue national. En décembre 2001 a eu lieu une mission sur le suivi et l'évaluation des activités PAM en Mauritanie. Un cadre logique a été proposé. Le soutien du siège est requis pour que cette mission soit complétée lors de la préparation du prochain programme de pays.</p>



RECOMMANDATION (AVRIL 2001)	POUR ACTION PAR	RÉPONSE DE LA DIRECTION ET MESURES PRISES (DÉCEMBRE 2001)
<p>➤ L'élargissement de l'éventail des partenaires exigera une programmation plus rigoureuse. Le Comité régional de développement et la Direction de programmation du Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA) à Nouakchott seront les principaux interlocuteurs pour harmoniser les différentes interventions du programme de pays. Il est recommandé de signer de contrats quadripartites entre la collectivité locale, le gouverneur de la région, le partenaire d'exécution et le PAM sur les modalités de mise en oeuvre et sur les garanties de propriété des biens créés.</p>	Bureau de pays	Le Comité régional de développement sera intégré comme recommandé dans le programme de pays 2003–2008.
<p>➤ Il est recommandé de trouver de nouveaux partenaires pouvant assurer une mise en oeuvre plus ponctuelle et possédant les ressources et les capacités requises. Le PAM, sous la direction du Comité interministériel de coordination et de pilotage du programme de pays et avec l'aval du Ministère technique de tutelle, devrait établir des protocoles d'accord bilatéraux avec les nouveaux partenaires. Cela devrait permettre d'éviter le long cycle d'examen de chaque petite réalisation et de gagner ainsi en souplesse et en rapidité d'intervention.</p>	Bureau de pays	Des protocoles d'accord sont déjà en vigueur pour les activités de développement rural (avec le Ministère du développement rural et de l'environnement) et celles destinées aux groupes vulnérables (en collaboration avec les ONG). Des protocoles concernant le volet microréalisations sont en cours de discussion.
<p>➤ Il est recommandé d'augmenter progressivement le nombre d'enfants bénéficiaires d'une même école pour arriver à prendre en charge tous les écoliers. Cela exigera un ciblage encore plus sélectif des écoles situées dans les zones vulnérables et dans les zones à faible taux de scolarisation.</p>	Bureau de pays	Les recommandations 10, 11 et 12 sont interdépendantes et sont prises en compte dans le nouveau SSP qui sera présenté à la deuxième session ordinaire du Conseil d'administration.
<p>➤ Le PAM devrait soutenir cette démarche dans le cadre du nouveau programme de pays sans déroger à ses objectifs fondamentaux d'assistance limitée à l'enseignement de base.</p>	Bureau de pays	Voir réponse ci-dessus.
<p>➤ Les rations pourraient être temporairement augmentées pendant la période de soudure, et les campagnes de sensibilisation, d'information et de formation pourraient être améliorées.</p>	Bureau de pays	Cette recommandation ne pourra être appliquée qu'avec une augmentation des produits alimentaires à engager, à prévoir dans le nouveau programme de pays.
<p>➤ Des médicaments de base et des micronutriments (fer, vitamine A, etc.) devraient être mis à la disposition de l'agent sanitaire après son affectation. Puisque l'UNICEF et l'OMS préparent actuellement leurs nouveaux programmes, le PAM devrait s'y associer pour la formulation du prochain programme de pays.</p>	Bureau de pays	Le bureau de pays a entamé des discussions avec l'UNICEF et l'OMS sur la possibilité d'une action conjointe dans ce domaine.



RECOMMANDATION (AVRIL 2001)	POUR ACTION PAR	RÉPONSE DE LA DIRECTION ET MESURES PRISES (DÉCEMBRE 2001)
<p>➤ Il est recommandé que les activités du nouveau programme de pays comportent des indicateurs pour mesurer la production de résultats et la réalisation des objectifs. Les données de référence nécessaires devraient être rassemblées pour mesurer l'impact du programme, à moyen et à long termes, sur l'insécurité alimentaire des ménages pauvres.</p>	<p>ODO ODD Bureau de pays</p>	<p>L'identification d'indicateurs spécifiques pour mesurer l'impact des activités fait partie des termes de référence de la mission de préparation du programme de pays 2003–2008.</p> <p>Une mission sur les indicateurs de suivi et d'évaluation a eu lieu du 19 novembre au 13 décembre 2001, avec pour objectif principal la mise en oeuvre simulée d'un dispositif de suivi et d'évaluation par activité.</p> <p>Un atelier destiné à la contrepartie gouvernementale (Ministères du développement rural et de l'environnement, de l'éducation nationale, de la santé, Commissariat à la sécurité alimentaire, Secrétariat d'État à la condition féminine et ONG partenaires [<i>World Vision</i> et SAPAS entre autres]) a eu lieu dans le cadre de la mission à Kiffa.</p> <p>Ce dispositif fera partie intégrante du programme de pays 2003–2008 et indiquera la méthodologie à suivre pour le suivi et l'évaluation de chaque activité afin de mesurer les résultats immédiats, les effets et essayer également de mesurer l'impact.</p>

